



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt quatre, le vingt quatre juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 18 juin 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 23**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Aliki PERENDOUKOU, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 9**

Agnès SIBILLE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS  
Gilles BELLIERE donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN  
Édith LEROUX donne pouvoir à Virginie VANDAELE  
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Patrick DENISE  
Andrée BAR donne pouvoir à Véronique BLONDEL  
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX  
Philippe QUERNE donne pouvoir à Yannick LE COQ  
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE  
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Damien GUILLARD

### **Secrétaire de séance**

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérécours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

## CONSEIL MUNICIPAL du 24 juin 2024

**M\_DL240624\_104**

### MOYENS GENERAUX - CONVENTION DE PRET A USAGE A TITRE GRACIEUX D'ÉQUIPEMENTS POUR LA VILLE D'HARFLEUR

**M. Jérôme DUBOST, Maire** – Dans le cadre de l'organisation de son traditionnel marché de Noël, la Ville d'Harfleur sollicite le prêt à titre gracieux de 12 chalets à la ville de Montivilliers. Afin de permettre ce prêt à titre gracieux, une délibération du Conseil municipal doit être adoptée pour autoriser Monsieur le Maire à signer une convention.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

#### LE CONSEIL MUNICIPAL,

**VU** le code général des collectivités territoriales,  
**VU** le code général de la propriété des personnes publiques,  
**VU** le code civil et notamment ses articles 1875 à 1879,  
**VU** la circulaire préfectorale du 14 novembre 2022 rappelant les conditions permettant la mise à disposition à titre gracieux d'un matériel ou d'un équipement municipal,  
**VU** la demande de la ville d'Harfleur sollicitant le prêt de 12 chalets du 25 novembre au 2 décembre décembre 2024

#### CONSIDÉRANT

- que la ville de Montivilliers souhaite mettre à disposition de la ville d'Harfleur, à titre gratuit, 12 chalets pour l'organisation de son marché de Noël,
- qu'il apparaît nécessaire de formaliser avec la ville d'Harfleur les modalités de ce prêt à usage à titre gracieux, dans le cadre d'une convention.

**Sa commission municipale n°7, Administration Générale réunie le 12 juin 2024 consultée ;**

**VU** le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

**Après en avoir délibéré,**

#### DÉCIDE

- **D'autoriser** Monsieur le maire à signer la convention de mise à disposition, à titre gracieux, de 12 chalets avec la ville d'Harfleur

**Sans incidence budgétaire**

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérécour citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Pour : 32  
Contre : 0

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.  
Pour extrait conforme au registre dûment signé.***

